

# PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

## ARRETE

portant autorisation d'une installation classée  
pour la protection de l'environnement

DIRECTION  
DES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT

*Le Préfet des Côtes d'Armor  
Chevalier de la Légion d'Honneur*



- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour son application ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 13 juin 1994 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles et (ou) gibiers à plumes soumis à autorisation au titre de la protection de l'Environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 décembre 1997 établissant les programmes d'action à mettre en œuvre pour la protection des eaux contre les pollutions par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 8 novembre 1979 autorisant M. Yves CLEC'H à installer et exploiter à CARNOET au lieu-dit « Goat ar Pont Ty Glaz » un élevage de 37 000 animaux ;
- VU la demande présentée par M. et Mme Philippe et Valérie CLEC'H demeurant à CARNOET au lieu-dit « Coat ar Pont Ty Glaz » en vue de la reprise, la régularisation de la situation administrative de 13 000 poulets de chair (13 000 animaux équivalents) et la création de 9 000 dindes de chair (27 000 animaux équivalents) en extension de l'élevage autorisé susvisé, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des Conseils municipaux de CARNOET (du 1<sup>er</sup> avril 1998), DUAULT (du 23 mars 1998), LOCARN (du 17 mars 1998), GLOMEL (du 20 mars 1998) et TREBRIVAN (du 31 mars 1998) ;
- VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales, de l'Agriculture et de la Forêt, de la Protection Civile et de l'Equipeement émis respectivement les 16 avril 1998, 11 mai 1998, 24 février 1998 et 5 juin 1998 ;
- VU les arrêtés préfectoraux en date du 2 juillet 1998, 8 octobre 1998, 19 janvier 1999 et 20 avril 1999 prorogeant le délai d'instruction du dossier susvisé pour une période de trois mois ;
- VU les rapports de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 3 novembre 1998, 5 janvier 1999 et 21 mai 1999 ;
- VU les avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 29 janvier 1999 :
  - favorable pour la régularisation de la situation administrative de 13 000 poulets de chair (13 000 animaux équivalents)
  - défavorable pour la création de 9 000 dindes de chair (27 000 animaux équivalents) ;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
*Liberté Égalité Fraternité*

**- ARRETE -**

**ARTICLE 1er -**

a) M. et Mme Philippe et Valérie CLEC'H demeurant à CARNOET au lieu-dit « Coat ar Pont Ty Glaz » sont autorisés à exploiter à cette adresse (YO n°74), conformément aux plans annexés à la demande, un élevage de 50 000 poulets de chair ou dindes (50 000 animaux équivalents) de plus d'un mois en présence simultanée.

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous réserve du respect des prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et de celles définies ci-après.

b) la demande présentée par M. et Mme Philippe et Valérie CLEC'H demeurant à CARNOET au lieu-dit « Coat ar Pont Ty Glas » en vue de l'extension de cet élevage par la création de 9 000 dindes de chair (27 000 animaux équivalents) supplémentaires est **rejetée**.

**ARTICLE 2 -**

2-1 l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1997 modifié ;

**2-2 Prescriptions générales de sécurité :**

2-2-1 les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

2-2-2 l'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2-2-3 l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique) ; de plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

2-2-4 les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2-2-5 installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1 000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n°465 du 10 décembre 1951.

**2-3 Prescriptions particulières concernant l'élevage avicole :**

2-3-1 toutes les eaux usées (sas, etc...) y compris celles du lavage éventuel du poulailler entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du poulailler seront collectés et traités. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

**ARTICLE 3 -**

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

**ARTICLE 4 -**

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 5 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de CARNOET pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de M. et Mme Philippe et Valérie CLEC'H.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de M. et Mme Philippe et Valérie CLEC'H dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 7 - Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté préfectoral du 8 Novembre 1979.

ARTICLE 8 -

"Délai et voie de recours" (article 14 de la loi n° 76-663) du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,  
Le Sous-Préfet de GUINGAMP  
Le Maire de CARNOET

L'Inspecteur des Installations Classées,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à M. et Mme Philippe et Valérie CLEC'H pour être conservée en permanence par les exploitants et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de DUAULT, LOCARN, GLOMEL, TREBRIVAN et POULLAOUEN pour information.

SAINT-BRIEUC, le 10 JUN 1999

LE PREFET,



Pour le PREFET,  
Le Secrétaire Général

*Handwritten signature of Denis DOBO-SCHOENENBERG*

Denis DOBO-SCHOENENBERG

